

SAVING  
LIVES  
CHANGING  
LIVES



# Programme d'alimentation scolaire du Bénin

## Analyse Coût-Bénéfice



GOVERNEMENT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
DU BÉNIN

Mai 2019



# Contenu

<b>Remerciements</b> .....	<b>4</b>
<b>Sigles et acronymes</b> .....	<b>5</b>
<b>Synthèse des résultats</b> .....	<b>6</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
ÉLÉMENTS DE CONTEXTE.....	7
PRÉSENTATION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE AU BENIN .....	7
<b>Méthodologie et modèle économique</b> .....	<b>10</b>
OBJET DE L'ANALYSE .....	10
PORTÉE DE L'ANALYSE.....	11
DÉROULEMENT DE LA MISSION ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE .....	12
Déroutement de la mission et données primaires .....	13
Données secondaires.....	13
LIMITES ET CONTRAINTES.....	14
<b>Données et résultats</b> .....	<b>15</b>
INDICATEURS STATISTIQUES GÉNÉRAUX.....	15
REVUE DES COÛTS .....	15
ANALYSE DES BÉNÉFICES .....	16
Transfert de valeur .....	16
Retour sur investissement pour les ménages .....	17
Meilleure productivité.....	17
Meilleure santé et nutrition .....	20
Égalité entre les genres.....	21
Revenus pour l'économie locale.....	22
SYNTHÈSE DES RÉSULTATS.....	22
<b>Conclusion</b> .....	<b>24</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>25</b>
ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES .....	25
ANNEXE 2 : LISTE DES ÉCOLES VISITÉES.....	27

# Remerciements

La présente étude a été rendue possible grâce au partenariat entre le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Mastercard, qui l'a généreusement financé et mis à la disposition du PAM son personnel afin de conduire l'analyse. Elle a été réalisée sous la supervision générale de David Ryckembusch et de Nail Lazrak (Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Alimentation Scolaire).

Nos remerciements vont au Bureau Régional du PAM à Dakar, ainsi qu'au personnel du PAM à Rome qui ont coordonné cette étude, en particulier le Service de l'Alimentation Scolaire et la Division des Partenariats avec le secteur privé.

Elle a bénéficié de l'appui du Ministère des Enseignements Maternel et Primaire du Bénin, et du Bureau de Pays du PAM à Cotonou. Les auteurs tiennent à remercier M. Guy Adoua, Directeur de Pays et Représentant du PAM au Bénin et son équipe des Bureaux de Cotonou et de Parakou qui ont facilité et organisé les missions et les visites de terrain. Nous remercions particulièrement, M. Francis Bere, Chef de Programme, Mme Armelle Korogoné, Chargée de Programme, ainsi que M. Dieudonné Migan, Assistant au Programme, Wilfried Chigblo, Assistant en Suivi & Evaluation pour leur appui soutenu à la conduite de l'étude.

Nous voudrions présenter des remerciements spéciaux au Ministère des Enseignements Maternel et Primaire du Bénin pour son soutien entier et pour avoir bien voulu mettre à la disposition du PAM les données statistiques. Les remerciements vont particulièrement à son Excellence Monsieur Salimane Karimou, Ministre des Enseignements Maternel et Primaire, M. Dewanou Avodagbé, Directeur de Cabinet, Madame Alice Mingninou, Directrice Adjointe de Cabinet, M. Elysée Oussou, Directeur de l'Alimentation Scolaire, M. Gomez Marino, Directeur Adjoint de la Planification et de la Prospective.

Une liste complète des personnes rencontrées dans le cadre de cette étude est fournie en annexe.

Ce rapport a été rédigé conjointement par Nail Lazrak (PAM), Armelle Korogoné (PAM), Nathalie Peeters (Mastercard) et Amir Hayek (Mastercard).

Crédits photographiques :

- 1<sup>ère</sup> page de couverture : WFP/Makeba Tchibozo
- Dernière page de couverture : WFP/Makeba Tchibozo

# Sigles et acronymes

AGVSA :	Analyse Globale de la Vulnérabilité et de Sécurité Alimentaire
CBA :	Cost Benefit Analysis / Analyse coût bénéfice
CERNA :	Centre Régional de Nutrition et d'Alimentation Appliquées
CRS:	Catholic Relief Services
CP:	Country Programme
FADeC :	Femmes Actrices de Développement Communautaire
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FENAPEB :	Fédération Nationale des Associations de Parents d'Élèves et d'Étudiants du Bénin
MEMP :	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MPD :	Ministère du Plan et du Développement
ODD :	Objectif de Développement Durable
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OMD :	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
PAG :	Programme d'Action du Gouvernement
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PCNUAD :	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
PIB :	Produit Intérieur Brut
PME :	Programme du Partenariat Mondial pour l'Éducation
PNASI :	Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré
PND :	Plan National de Développement
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCB :	Ratio Coût-Bénéfice
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNB :	Revenu National Brut
SCRP :	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SIGE :	Système d'Information et de Gestion de l'Éducation
TBS :	Taux Brut de Scolarisation
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFPA :	Fonds des Nations Unies pour la Population
VAN :	Valeur Actuelle Nette du programme
VAM :	Vulnerability Analysis Mapping

# Synthèse des résultats

Ce rapport présente les résultats de l'analyse coût-bénéfice du programme d'alimentation scolaire du Bénin, conduite en 2018. L'étude a été menée conjointement par le Ministère des Enseignements Maternel et Primaire du Bénin et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), dans le cadre du partenariat du PAM avec Mastercard. Son but est de démontrer la pertinence économique du programme d'alimentation scolaire et sa contribution au développement du pays.

Elle vise à déterminer les différents impacts par lesquels l'alimentation scolaire permet de faire progresser l'agenda 2030 pour le développement durable au Bénin, à travers plusieurs Objectifs de Développement Durable et plus particulièrement ceux liés au développement du capital humain, et à quantifier la valeur ainsi créée dans l'économie nationale en termes d'éducation, de santé, de protection sociale et d'égalité entre les genres.

L'analyse coût-bénéfice a porté sur le programme d'alimentation scolaire du Gouvernement du Bénin (Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré) et celui appuyé par le PAM (Programme de Pays). Une approche mixte, combinant des données primaires et secondaires, et à dominante quantitative, a permis de construire un modèle économique de ce programme afin d'en mesurer les effets sur l'économie nationale. Les principaux résultats de cette analyse se présentent comme suit :

1. L'alimentation scolaire possède un effet positif sur le court terme et sur le long terme pour les enfants qui en bénéficient, ainsi que des retombées sociales et économiques positives à l'échelle nationale.
2. Le coût moyen du programme est de 130,75 dollars par enfant sur une période de six années correspondant au cycle primaire, soit 21,79 dollars par an et par enfant. La majeure partie du coût correspond à la valeur des denrées.
3. Le bénéfice moyen du programme est de 679,58 dollars par enfant, créés sur l'ensemble de la durée de vie du bénéficiaire, en valeur nette actualisée. Le principal facteur de bénéfice correspond au surcroît d'éducation, suivi par l'égalité entre les genres et l'effet de protection sociale pour les ménages.
4. **Chaque dollar investi dans le programme d'alimentation scolaire du Bénin peut générer jusqu'à 5,2 dollars de retombées économiques pour le PIB du pays, faisant de ce programme un investissement rentable dans le capital humain pour le Bénin.**
5. Les bénéfices du programme sont maximisés grâce au lien entre le programme d'alimentation scolaire et l'agriculture locale, qui permet d'utiliser l'effet de levier généré par la demande scolaire pour renforcer le revenu des petits producteurs au Bénin.

# Introduction

## ELEMENTS DE CONTEXTE

Les gouvernements ont un besoin croissant d'élargir les systèmes nationaux de protection sociale en réponse aux inégalités mondiales qui s'accroissent et à la fréquence des chocs économiques et sociaux. Les programmes de repas scolaires sont l'un des filets de sécurité les plus efficaces à l'échelle mondiale, lorsqu'ils s'adressent à des ménages à faibles revenus et en situation d'insécurité alimentaire. Ils agissent comme un investissement économiquement durable, avec des retombées importantes en matière de capital humain, de nutrition, de protection sociale, d'égalité entre les genres et, lorsqu'ils sont couplés à la production agricole du pays, sur l'économie locale. Les programmes de repas scolaires sont ainsi devenus, pour de nombreux pays, un filet de sécurité prioritaire à généraliser.

Ces programmes s'accompagnent d'un certain coût et certaines contraintes pour les gouvernements, en particulier dans un contexte de restriction budgétaire. La mise à échelle et la consolidation des programmes de repas scolaires requiert un investissement de ressources financières et matérielles, bien qu'elles permettent également de réaliser des économies d'échelle et d'obtenir des effets plus importants.

Le Bénin est un pays en développement où le PAM intervient depuis 1964. Un tiers de sa population de plus de 10 millions vit encore dans la pauvreté. Il est classé 167ème sur 188 pays d'après le Rapport de Développement Humain 2016 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Selon le rapport de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité et de Sécurité Alimentaire (AGVSA) conduite en 2017, près de 10% de la population du Bénin est en insécurité alimentaire globale. Un tiers des enfants de moins de 5 ans souffre de malnutrition chronique qui entraîne des effets irréversibles sur leur éducation et sur leur vie d'adulte. Les taux d'analphabétisme continuent

d'être des plus élevés, en effet, plus de 60% des adultes sont analphabètes. Bien que le Taux Brut de Scolarisation (TBS) soit élevé, 96.6% en 2013 (RGPH4), il existe dans certaines régions du pays de réels problèmes de scolarisation et de déperdition scolaire.

L'apport de l'assistance alimentaire du Programme Alimentaire Mondial (PAM) dans le développement du pays trouve sa justification dans l'incidence de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et la persistance de la malnutrition et de la sous-scolarisation dans certaines communes. Pour ces raisons, le Conseil d'Administration du PAM, a approuvé un Programme de Pays de trois ans qui couvre la période de Juillet 2015 à Juin 2018. Au moment de son élaboration, ce programme s'inscrivait dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement au Bénin (2014-2018) et dans le Document National de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCR) 2011-2015.

## PRÉSENTATION DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE AU BENIN

Le programme d'alimentation scolaire du PAM au Bénin a démarré en 1975 avec pour objectif de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et le développement du capital humain, et de renforcer les capacités nationales de préparation aux situations d'urgence. Trois objectifs complémentaires ont été fixés au programme de repas scolaires du PAM :

1. Assurer régulièrement la fourniture de repas scolaires aux élèves des écoles primaires publiques pour améliorer l'accès, le maintien et les performances scolaires ;

2. Utiliser l'école comme un point d'entrée pour faire converger les appuis à l'éducation, la nutrition, la santé et l'agriculture ;
3. Investir dans le développement du cadre institutionnel et améliorer le pilotage, la coordination et le suivi du programme d'alimentation scolaire au Bénin.

À ce jour, il existe en plus du Programme de Pays du PAM trois autres programmes d'alimentation scolaire au Bénin : le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), dont la mise en œuvre a été confiée au PAM par le gouvernement sur fonds publics, le Programme du Partenariat Mondial pour l'Education (PME), et le Programme du Catholic Relief Services (CRS). Le diagramme ci-dessous (Figure 1) présente la couverture de ces différents programmes, qui permettent de fournir des repas à 534 400 écoliers sur un total de 1 752 200 enfants scolarisés au Bénin, dans 2 640 écoles sur 7 360.

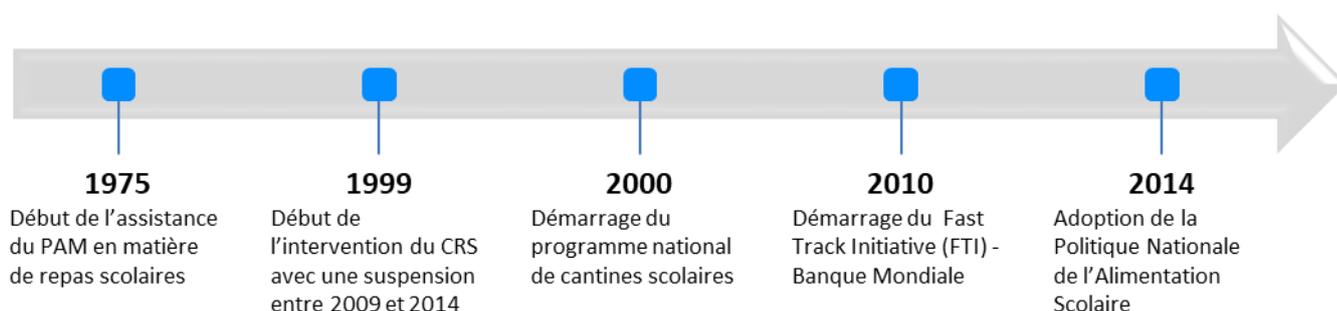
Le PAM distribue trimestriellement un panier alimentaire (céréales : maïs et riz, légumineuses: haricots blanc et pois jaunes, huile végétale et sel iodé) aux écoles situées dans les zones les

plus vulnérables du Bénin.

Les perspectives actuelles du PAM au Bénin portent sur la consolidation des acquis et la préparation des interventions futures. Le Bénin finalise son Plan National de Développement (PND) 2018-2025 et le nouveau Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PCNUAD) pour la période de 2019-2023.

Les principaux axes stratégiques sur lesquels le PAM s'inscrit sont la promotion de la croissance inclusive forte et durable et le renforcement du capital humain. La mise en œuvre par le PAM du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), avec le financement du Gouvernement en utilisant la même modalité que le Programme de Pays du PAM, constitue également un élément important de contexte à souligner. Ce partenariat a en effet fait l'objet de la signature d'un accord entre le PAM et le Gouvernement pour la période de 2017-2021 dans le cadre de l'extension de 29 à 51% des cantines scolaires prévue dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2016-2021.

**Figure 1 : Historique du programme d'alimentation scolaire au Bénin**



Source : PAM Bénin, 2018.

**Figure 2 : Couverture du programme d'alimentation scolaire du Bénin**

Types de cantines	Nombre de communes	Nombre d'écoles	Nombre de bénéficiaires
<b>Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI)</b>	67	1579	320 000
<b>Programme Alimentaire Mondial (PAM)</b>	19	620	114 000
<b>Programme Partenariat Mondial pour l'Education (PME)</b>	10	297	59 100
<b>Catholic Relief Services (CRS)</b>	4	144	44 200
<b>Total</b>	<b>77</b>	<b>2 640</b>	<b>537 300</b>

Source : PAM Bénin, 2018.

**Figure 3 : Typologie des programmes d'alimentation scolaire du Bénin (CP & PNASI)**

	CP	PNASI
<b>Bénéficiaires</b>	114 754 élèves	320 462 élèves
<b>Écoles concernées</b>	620 écoles	1 579 écoles
<b>Panier alimentaire</b>	Riz (75g), maïs (75g), haricots (15g), pois jaunes (15g), huile (10g) et sel (3g)	
<b>Durée du programme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 ans : de la première à la sixième année du cycle primaire</li> <li>- 165 jours de cantine par an</li> </ul>	
<b>Modèle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les deux modèles sont gérés par le PAM</li> <li>- Les denrées alimentaires sont distribuées tous les trois mois</li> </ul>	

Source : PAM Bénin, 2018.



WFP/Gabriel Baptista

# Méthodologie et modèle économique

## OBJET DE L'ANALYSE

L'Analyse Coût-Bénéfice vise à mobiliser des éléments de plaidoyer en faveur des programmes de cantines scolaires, en fournissant une indication concrète de la valeur que ceux-ci permettent de générer dans l'économie nationale en tant qu'investissement dans le capital humain<sup>1</sup>. Bien que les effets positifs des programmes de repas scolaires soient intuitivement reconnaissables, le coût de ces programmes peut représenter un obstacle à la mobilisation des ressources financières, humaines et matérielles requises pour leur mise en œuvre<sup>2</sup>. C'est en réponse à ces défis que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a développé cette analyse coût-bénéfice.

L'analyse coût-bénéfice permet de mesurer, de manière quantitative, les bénéfices générés par un programme d'alimentation scolaire donné, de manière à les comparer au coût de ce même programme. Elle s'appuie sur un modèle économique permettant d'estimer la valeur ajoutée de l'alimentation scolaire en termes d'éducation, de santé et d'effets de revenu pour les ménages bénéficiaires. Cette valeur ajoutée est calculée selon un ensemble de facteurs de bénéfices, projetée sur le court et le long terme, et actualisée à sa Valeur Actuelle Nette (VAN) de manière à la rendre comparable au coût.

Le cadre conceptuel et le modèle économique de cette analyse a été développé par le PAM, en partenariat avec le Boston Consulting Group. Il s'appuie sur trois sources : des données collectées au niveau national et local, des données fournies par la littérature scientifique,

et l'expertise du PAM en matière d'alimentation scolaire.

La mise en œuvre de cette analyse fait l'objet d'un partenariat entre le PAM et Mastercard, qui met à la disposition du PAM des analystes pour effectuer la modélisation économique au niveau d'un pays.

Les principaux résultats de cette analyse sont la Valeur Actuelle Nette (VAN) du programme, et le Ratio Coût-Bénéfice (RCB), permettant de quantifier en unités monétaires l'effet du programme de repas scolaires sur l'économie du pays. La VAN correspond à la valeur créée par le programme dans le PIB du pays, tandis que le RCB est le ratio entre cette valeur et le coût du programme. Un RCB supérieur à 1 indique que les bénéfices du programme sont supérieurs à son coût. De plus amples détails sur l'horizon temporel de retour sur investissement et la répartition des bénéfices par catégorie sont également fournis par cette analyse.

Le modèle économique qui sous-tend cette analyse s'appuie sur une théorie du changement prenant en compte les multiples dimensions des programmes d'alimentation scolaire :

1. *Augmentation de la durée de scolarisation, amélioration de la qualité de l'éducation.* Les repas scolaires incitent les parents à envoyer leurs enfants à l'école, en fournissant un repas gratuit permettant de réduire les dépenses alimentaires et sanitaires du ménage. La participation des enfants à l'école s'en voit augmentée, et les enfants qui reçoivent un repas nutritif à l'école tendent

---

<sup>1</sup> *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector.* Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Geli, A., Jukes, M., Drake, L. (2009). The World Bank.

<sup>2</sup> Alderman, H. and Bundy, D.A.P. (2011). *School Feeding Programs and development: are we framing the question correctly?* Oxford University Press, on behalf of the World Bank.

également à démontrer des capacités cognitives accrues se traduisant par de meilleurs résultats scolaires, ce qui réduit également le risque de décrochage et augmente les chances de passer au niveau supérieur.

2. *Augmentation des revenus du ménage.* Les repas scolaires constituent un transfert de valeur indirect et un complément de revenu pour les ménages, augmentant leur pouvoir d'achat et leur permettant d'investir des ressources qui auraient sinon été dépensées en biens de consommation. Le capital ainsi constitué permet d'améliorer le statut économique du ménage.
3. *Meilleure nutrition et meilleure santé.* Les repas scolaires permettent de réduire les carences nutritionnelles, notamment en micronutriments, améliorant ainsi la santé générale des enfants.

## PORTEE DE L'ANALYSE

L'analyse coût-bénéfice comporte une revue des coûts du programme d'alimentation scolaire. Bien que cette revue ne soit pas une analyse détaillée des coûts, elle fournit une estimation précise du niveau et de la structure des coûts associés à un programme de cantines scolaires.

En particulier, la revue des coûts dans le cadre de l'analyse coût-bénéfice s'effectue selon deux critères :

- Seuls les coûts réels sont pris en compte (par différence avec les coûts prévus ou avec le budget), car seuls les coûts réels sont en mesure d'expliquer la performance observée du programme.
- La revue des coûts se veut aussi complète que possible, et prend en compte tant les coûts supportés par le PAM que par les autorités nationales, et, le cas échéant, inclut une estimation de la valeur des contributions effectuées par les communautés locales même si celles-ci ne sont pas incorporées au budget ou actualisées dans les rapports

financiers du PAM et/ou des autorités nationales.

Les catégories de coût prises en compte dans l'analyse coût-bénéfice s'appuient sur les définitions du cadre financier du PAM, auxquelles s'ajoutent les contributions locales :

- **Denrées** : coût total des denrées fournies aux bénéficiaires, évaluées selon leur prix d'achat y compris les achats locaux de maïs et de haricot ;
- **Transport extérieur** : coût de l'importation des denrées jusqu'à leur acheminement au port du pays ;
- **Transport terrestre, entreposage et manutention** : coût des opérations logistiques à l'intérieur du pays ;
- **Autres coûts opérationnels** : coût de toutes les activités liées à la fourniture des denrées et au fonctionnement du programme ;
- **Contributions des communautés locales** : valeur des contributions fournies en argent ou en nature (temps de travail, bois de chauffe, etc.).

Les bénéfices associés aux programmes d'alimentation scolaire sont classés suivant le cadre conceptuel fourni par les Objectifs de Développement Durable, et reflètent les différentes voies par lesquelles l'alimentation scolaire est susceptible de bénéficier aux enfants, à leurs familles, aux communautés locales ou à l'économie nationale :



### Transfert de valeur

La distribution de repas scolaires équivaut à un transfert de valeur indirect aux ménages, qui économisent ainsi la valeur du repas fourni.



### Retour sur investissement pour les ménages

L'effet de revenu généré par le transfert de valeur libère une fraction des ressources des ménages, qui peut être réinvestie dans des actifs générateurs de revenu.



### Égalité entre les genres

En améliorant l'éducation et la santé des enfants, l'alimentation scolaire promeut plus particulièrement la scolarisation et la santé des filles, en particulier lorsqu'elle est fournie sous la forme d'une ration à emporter.



### Meilleure productivité

Les cantines scolaires promeuvent l'accès à l'éducation en encourageant les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Elles contribuent à améliorer les taux d'inscription et d'assiduité, et à réduire les taux d'abandon. Les repas scolaires améliorent également les capacités cognitives des élèves, ce qui leur permet d'obtenir des résultats scolaires plus élevés. Cette amélioration en termes d'éducation se traduira par une meilleure productivité professionnelle lorsque les bénéficiaires entreront dans la population active.



### Revenus pour l'économie locale

Lorsque l'alimentation scolaire est liée à l'agriculture locale, les achats effectués auprès des petits producteurs peuvent contribuer à augmenter leur revenu et exercent un effet positif sur l'économie locale.

## DEROULEMENT DE LA MISSION ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'analyse coût-bénéfice a porté sur les programmes de cantines scolaires du PAM (Programme de Pays) et le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), dont la mise en œuvre a été confiée au PAM dans le cadre d'un accord avec le Gouvernement du Bénin.

Une approche mixte a été adoptée pour cette étude, s'appuyant à la fois sur des données primaires et secondaires pour construire le modèle économique. Les données quantitatives, obtenues de source secondaire, ont en outre été mises en perspective avec des données qualitatives collectées sur le terrain lors de visites aux écoles.



### Meilleure santé et nutrition

Les repas scolaires permettent de réduire l'incidence de certaines maladies et facteurs de risques, tels que les anémies dues aux déficiences en vitamine A et en fer, se traduisant par une réduction des dépenses de santé pour le secteur public et pour les ménages.

## Déroulement de la mission et données primaires

La mission d'analyse coût-bénéfice s'est déroulée sur une durée de quatre semaines au Bénin, du 16 mai au 8 juin 2018.

La première semaine a permis de définir le contexte du programme, de rassembler et d'analyser la documentation existante. Plusieurs réunions ont eu lieu avec les parties prenantes du programme : Ministère des Enseignements Maternel et Primaire, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), ONG Femmes Actrices de Développement Communautaire (FADeC ONG), Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), Fédération Nationale des Associations de Parents d'Élèves et d'Étudiants du Bénin (FENAPEB), ainsi que des réunions avec le personnel du PAM à Cotonou.

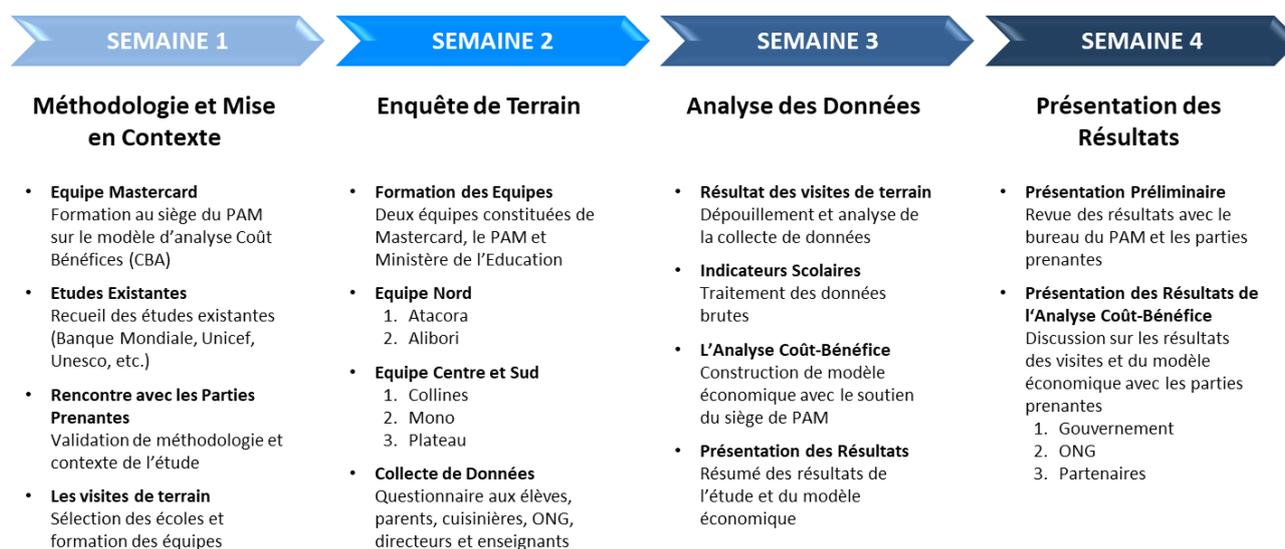
La deuxième semaine a été consacrée aux visites de terrain dans le nord et le sud du pays. Deux équipes mixtes (Ministère des

Enseignements Maternel et Primaire, Mastercard et PAM) ont visité un total de 21 écoles dans cinq départements différents (Alibori, Atacora, Collines, Mono, Plateau). Les visites aux écoles ont permis d'échanger avec les responsables et acteurs locaux du programme : directeurs d'écoles, enseignants, parents d'élèves, cuisinières, ONG et élèves, afin de valider les données statistiques et de collecter des données de type qualitatif, dans le but d'affiner l'analyse.

La troisième et la quatrième semaines ont été consacrées à l'analyse des données, à la rédaction du rapport et à la présentation des résultats préliminaires aux personnels du PAM, des principaux ministères et partenaires du programme.

Le diagramme ci-dessous résume le calendrier de la mission d'analyse coût-bénéfice.

**Figure 4 : Déroulement de la mission d'analyse coût-bénéfice**



## Données secondaires

L'analyse des données secondaires a porté sur les indicateurs disponibles au niveau central, portant sur l'économie, l'éducation et la santé, sur une période de temps couvrant trois années

scolaires (de 2014-15 à 2016-17). Les indicateurs macro-économiques et de santé ont été collectés à l'échelle nationale, tandis que les indicateurs d'éducation collectés par le SIGE (Système d'Information pour la Gestion de l'Éducation) ont été mis à la disposition du PAM

par le Ministère des Enseignements Maternel et Primaire et sont désagrégés au niveau administratif le plus local (commune) afin de permettre un échantillonnage entre groupe témoin et groupe test et mettre ainsi en évidence l'effet des programmes de repas scolaires.

### LIMITES ET CONTRAINTES

Échelle de temps : en raison de la récente mise à échelle du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), toutes les communes actuellement couvertes par ce programme ne disposent pas de données historiques sur trois

années. Afin d'assurer la fiabilité et la qualité statistique des résultats, l'étude s'est donc focalisée sur les communes qui bénéficient d'un programme d'alimentation scolaire depuis au moins trois années, pour la plupart couvertes par le programme appuyé par le PAM. Ce choix présente l'avantage de préserver la validité des résultats pour le PNASI : en effet, ce dernier est mis en œuvre par le PAM sur un modèle opérationnel identique au programme appuyé par le PAM, en conséquence de quoi l'analyse estime que les deux programmes ne diffèrent pas du point de vue de leur impact mais seulement de leur mode de financement.



WFP/Gabriel Baptista

# Données et résultats

## INDICATEURS STATISTIQUES GÉNÉRAUX

Le modèle économique de l'analyse coût-bénéfice quantifie les bénéfices et les coûts des programmes d'alimentation scolaire en utilisant des données comportant des indicateurs statistiques macro-économiques, d'éducation, de santé, ainsi que les éléments caractéristiques du programme.

Il se focalise sur les enfants en âge primaire, de 5 à 11 ans, pour un programme d'alimentation scolaire durant six ans. Les indicateurs collectés couvrent les trois exercices d'années scolaires successifs de 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

Le tableau ci-dessous récapitule les indicateurs statistiques généraux utilisés pour l'élaboration du modèle économique :

	Unité	Valeur
Durée du programme	Années	6
Projection du taux de croissance annuel du PIB	%	2.1
Revenu de base (revenu national brut moyen par tête pour les 40% les plus pauvres de la population)	USD	289.63
Âge moyen d'entrée dans la vie active	Années	16
Âge moyen de fin de la vie active	Années	60
Espérance de vie à la naissance	Années	66.70
Taux d'actualisation social	%	10
Taux de retour sur l'éducation (augmentation des revenus futurs pour chaque année supplémentaire d'éducation primaire)	%	2.5 <sup>3</sup>
Taux d'augmentation des revenus futurs pour chaque augmentation des résultats scolaires correspondant à un écart-type	%	11

Sources : Banque Mondiale, Programme Alimentaire Mondial, UNESCO, 2017.

## REVUE DES COÛTS

La revue des coûts du programme effectuée dans le cadre de l'analyse coût-bénéfice a pris en compte les postes de dépenses suivants :

1. **Coût des denrées** : coût total des denrées distribuées, correspondant à la valeur d'achat de ces denrées y compris celles achetées localement.
2. **Logistique et entreposage** : coût de toutes les opérations visant à acheminer et livrer les denrées jusqu'aux bénéficiaires.
3. **Gestion et administration** : coûts relatifs à la mise en œuvre du programme.

<sup>3</sup> Source: UNESCO, 2014. Rapport d'état du système éducatif : Pour une revitalisation de la politique éducative dans le cadre du programme décennal de développement du secteur de l'éducation. Dakar: UNESCO IPE Pôle de Dakar, p. 160 sq.

4. **Ressources humaines** : coût du personnel affecté au programme d'alimentation scolaire.
5. **Coût communautaire** : valeur monétaire des contributions effectuées par les communautés locales au programme d'alimentation scolaire.

Sur la base des éléments transmis par le Bureau du Programme Alimentaire Mondial à Cotonou et des données collectées sur place, il ressort que le coût moyen du programme d'alimentation scolaire s'élève à 130,75 dollars américains par enfant, sur six ans, soit **21,78 dollars par an et par enfant**. Ce coût se répartit comme suit :

Poste de dépenses	Coût total (US\$) (435 216 enfants)	Coût par enfant (US\$)
Denrées	5 250 648	12,06
Logistique et entreposage	732 286	1,68
Gestion et administration	409 211	0,94
Ressources humaines	1 206 428	2,77
Coût communautaire	1 885 405	4,33
<b>Total</b>	<b>9 483 977</b>	<b>21,78</b>

Source : PAM, 2017.

## ANALYSE DES BENEFICES

### Transfert de valeur

Le repas fourni aux enfants comporte une ration diversifiée, comportant les denrées suivantes :

Ration journalière	
Riz	75g
Maïs	75g
Haricots	15g
Pois jaunes	15g
Huile	10g
Sel	3g

Cette ration est servie aux enfants selon les modalités suivantes

Ration journalière	
Périodicité	5 jours par semaine
Nombre de repas	1 repas par jour
Nombre de jours	165 jours par an
Durée du programme	6 années

La fourniture de cette ration aux enfants équivaut à un transfert indirect de valeur aux ménages, dans la mesure où elle dispense les parents de devoir financer ces repas aux enfants et libère donc une partie du budget familial qui peut ainsi être allouée à d'autres postes de dépenses.

La valeur moyenne de ce transfert indirect est de 29,10 dollars par an et par enfant, soit **174,57 dollars** au total sur les six années que dure le programme. Ce montant correspond à la valeur des denrées fournies par le programme, valorisées aux prix du marché local. Cette valeur n'est pas calculée à partir du coût d'achat des

denrées par le PAM (71,88 dollars par enfant sur six ans) car celui-ci réalise d'importantes économies d'échelle. La valeur des denrées aux prix du marché local correspond à ce que les ménages devraient déboursier s'ils devaient fournir à leurs enfants le même repas que celui qui leur est servi à l'école, soit le coût d'opportunité du repas scolaire du point de vue des ménages.

Il est à noter que, bien que la présente analyse coût-bénéfice soit réalisée et présentée à l'échelle d'un bénéficiaire individuel, le transfert réel aux ménages sera plus élevé dans la majorité des cas, dès lors qu'un même ménage envoie plusieurs de ses enfants à l'école, ce qui est le cas le plus fréquent.

### Retour sur investissement pour les ménages

Ce transfert de valeur indirect, qui représente un complément de revenu pour les ménages, contribue à augmenter leur pouvoir d'achat et sera donc utilisé conformément à la répartition moyenne des dépenses ménagères.

Il est établi que les ménages les plus pauvres dépenseront environ 85% de leur revenu dans des biens et services de consommation courante, tandis qu'ils investiront environ 15% de leur revenu dans des actifs eux-mêmes générateurs de revenu<sup>4</sup> – le plus souvent, du bétail. Ces actifs s'ajouteront au capital du ménage, et lui apporteront un revenu complémentaire qui se poursuivra même après la fin du programme de cantines scolaires. Chaque année, 15% du transfert de valeur vient donc s'ajouter au capital des ménages, où il est converti en actif dont la durée d'amortissement est estimée à 6 ans. La valeur de transfert est de 29,10 dollars par an, auxquels s'ajoute 1,32 dollar d'économies réalisées par les ménages sur les frais de santé (voir ci-dessous, « Meilleure santé et nutrition »), correspondant à un total de

<sup>4</sup> *Growth theory through the lens of development economics*, Massachusetts Institute of Technology Department of Economics Working Paper Series, December 2004:

30,41 dollars par an, auquel s'applique un taux de 15% permettant à chaque ménage d'investir 4.56 dollars chaque année. Comme indiqué ci-dessus, ces chiffres peuvent être multipliés par le nombre d'enfants que chaque ménage envoie à l'école, mais la présente analyse se focalise sur le cas d'un bénéficiaire individuel moyen.

Le taux de retour sur investissement est estimé à 54%, ce qui constitue la médiane d'une série d'études menées dans divers pays et régions du monde sur ce type d'investissements<sup>5</sup>.

La somme des revenus générés par les actifs ainsi créés est égale à un total de **73,90 dollars** par enfant. Ces revenus sont générés de manière étalée sur 11 années (les six années du programme, auxquelles s'ajoutent cinq années supplémentaires de durée de vie des actifs ainsi créés).

### Meilleure productivité

Conformément aux objectifs du programme, le programme d'alimentation scolaire du Bénin possède un effet significatif sur la scolarisation et les performances scolaires des enfants scolarisés, tant en termes de quantité (durée moyenne de scolarisation) que de qualité (facultés cognitives et résultats scolaires).

L'approche retenue pour mesurer cet impact consiste à comparer les performances de deux groupes d'écoles :

- un **groupe test**, représentatif de la moyenne des écoles recevant des repas scolaires ;
- un **groupe témoin**, constitué d'écoles présentant des caractéristiques similaires à celles qui reçoivent des repas scolaires – notamment en termes de localisation et de niveau socio-économique – mais qui ne participent

<sup>5</sup> McKenzie Woodruff (2003), Banerjee Duflo (2004), Udry Anagol (2006), Duflo, Kremer (2003), Cull, McKenzie, Woodruff (2007), De Mel, McKenzie Woodruff (2006):

pas au programme d'alimentation scolaire.

Cet échantillonnage a été effectué avec le soutien du Bureau du PAM à Cotonou, et notamment des services programmatiques et VAM (Vulnerability Analysis and Mapping), afin de comparer des écoles situées dans des communes qui présentent une situation économique comparable.

Les indicateurs comparés entre les deux groupes sont :

- les **Taux Bruts de Scolarisation** (TBS), correspondant au nombre d'enfants inscrits sur le nombre total d'enfants en âge d'aller à l'école (abstraction faite du niveau scolaire) ;
- les **Taux d'Assiduité**, correspondant au ratio entre le nombre de jours de classe prévus par le calendrier scolaire et le nombre de jours où les élèves ont effectivement assisté aux cours ;

- les **Taux d'Abandon**, correspondant au nombre d'enfants inscrits au cours de l'année N qui ne sont plus inscrits à l'école au cours de l'année N+1.

Ces trois indicateurs permettent de calculer, pour chacun des deux groupes (test et témoin), la durée moyenne de scolarisation, et par conséquent d'estimer combien les cantines scolaires ont permis d'allonger cette durée moyenne de scolarisation, en comparaison avec les enfants qui ne reçoivent pas de repas à l'école.

Ces indicateurs ont été extraits de la base de données SIGE du Ministère des Enseignements Maternel et Primaire et sont désagrégés par commune et par genre, permettant une analyse séparée des filles et des garçons.

Le tableau ci-dessous récapitule les indicateurs tels qu'échantillonnés et utilisés pour l'analyse :

Écoles sans cantines (groupe témoin), filles		Écoles avec cantines (groupe test), filles	
Taux brut de scolarisation	108,68 %	Taux brut de scolarisation	116,25 % (+ 7,57 pp)
Taux d'assiduité	88,26 %	Taux d'assiduité	89,05 % (+ 0,79 pp)
Taux d'abandon	16,14 %	Taux d'abandon	15,37 % (- 0,77 pp)
Durée moyenne de scolarisation	<b>5,42 années</b>	Durée moyenne de scolarisation	<b>5,87 années</b> (+ 0,45 année)

Écoles sans cantines (groupe témoin), garçons		Écoles avec cantines (groupe test), garçons	
Taux brut de scolarisation	117,72 %	Taux brut de scolarisation	119,25 % (+ 1,53 pp)
Taux d'assiduité	82,28 %	Taux d'assiduité	88,87 % (+ 6,59 pp)
Taux d'abandon	13,96 %	Taux d'abandon	15,28 % (+ 1,32 pp)
Durée moyenne de scolarisation	<b>5,75 années</b>	Durée moyenne de scolarisation	<b>6,02 années</b> (+ 0,27 année)

Source : SIGE/Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire, 2017.

La théorie économique considère l'éducation et notamment la formation initiale comme un investissement dans le capital humain. Le capital humain peut se définir comme l'ensemble de connaissances, compétences, attributs sociaux et individuels permettant à un individu de créer

de la valeur par le moyen du travail<sup>6</sup> <sup>7</sup>. La plus grande part du capital humain est acquise au cours de l'éducation, et ce capital continue de s'accroître au long de la vie active, notamment par l'acquisition d'expérience<sup>8</sup>. L'équation de Mincer reflète la corrélation entre la capacité d'un individu à générer des revenus avec les déterminants du capital humain, et notamment la durée d'éducation<sup>9</sup>. Sur la base de cette équation, le taux de retour sur l'éducation exprime la corrélation entre la manière dont les revenus d'un individu augmenteront avec le nombre d'années d'éducation de ce même individu.

Les indicateurs issus du SIGE montrent un important écart entre les garçons et les filles en termes de scolarisation dans les zones dépourvues de cantines scolaires, de l'ordre de dix points de pourcentage, en défaveur des filles. L'introduction de repas scolaires permet de réduire largement cet écart par une amélioration significative des taux de scolarisation parmi les filles qui bénéficient de repas scolaires.

Parmi les garçons, les taux de scolarisation sont relativement plus élevés par rapport aux filles, et les cantines scolaires permettent d'améliorer encore légèrement cet indicateur. Toutefois, l'effet le plus significatif pour les garçons est une amélioration du taux d'assiduité des garçons déjà inscrits à l'école, mais dont l'assiduité restait faible.

Ainsi les cantines scolaires permettent d'allonger la durée moyenne que les enfants passent dans le cycle primaire, pour les garçons et pour les filles, avec un effet plus marqué en faveur de ces dernières qui leur permettent de rattraper en partie le retard qui les affecte.

Au Bénin, le taux de retour sur l'éducation est de 2,5%, correspondant à une augmentation de revenus pour chaque année supplémentaire d'éducation<sup>10</sup>.

Le revenu moyen considéré par la présente analyse comme revenu de base est de 289,63 dollars par an et par personne, correspondant au Revenu National Brut (RNB) *per capita* des deux quintiles les plus pauvres de la population<sup>11</sup>. À titre indicatif, environ 34,9% de la population vivait sous le seuil de pauvreté nationalement défini au cours de la décennie 2007-2017<sup>12</sup>.

Il est estimé que ce revenu individuel croît à un taux semblable au taux de croissance du PIB, dont la projection entre 2017 et 2060 est convexe et se situe en moyenne à 2,1%<sup>13</sup>.

Par ailleurs, une méta-analyse conduite par l'Université d'Ottawa a calculé que les enfants recevant des repas scolaires démontrent de meilleures capacités cognitives, se traduisant par des résultats scolaires supérieurs à ceux des enfants ne recevant pas de repas scolaires de l'ordre de 0,17 écart-type<sup>14</sup>; il est par ailleurs établi que chaque écart-type d'augmentation des résultats scolaires est corrélé à une

---

<sup>6</sup> Gary Becker (1964, 1993), *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, Chicago: University of Chicago Press.

<sup>7</sup> Jacob Mincer, "Investment in Human Capital and Personal Income Distribution" in *Journal of Political Economy*, 1958.

<sup>8</sup> Ibid

<sup>9</sup> Jacob Mincer (1974), *Schooling, Experience and Earnings*, New York: National Bureau of Economic Research, et autres publications.

<sup>10</sup> UNESCO, 2014. Rapport d'état du système éducatif : Pour une revitalisation de la politique

éducative dans le cadre du programme décennal de développement du secteur de l'éducation. Dakar: UNESCO IPE Pôle de Dakar, p. 160 sq.

<sup>11</sup> World Bank, World Development Indicators.

<sup>12</sup> Id.

<sup>13</sup> Projection de long terme de l'OCDE.

<sup>14</sup> Kristjansson et al. (2016) Costs, and cost-outcome of school feeding programmes and feeding programmes for young children. Evidence and recommendations, *International Journal of Educational Development* 48:79-83.

augmentation des revenus futurs de l'ordre de 11%<sup>15</sup>.

L'effet combiné des repas scolaires sur la durée et sur la qualité de l'éducation permet aux enfants qui en bénéficient d'espérer de meilleures perspectives d'emploi et ainsi de mieux participer au développement du Bénin lorsqu'ils entreront dans la vie active. La Valeur Actuelle Nette du complément de revenus généré par ce surcroît d'éducation (à l'exclusion du revenu de base, qui est généré par l'ensemble de la population) équivaut à **299,63 dollars** par enfant, sur toute la durée de vie du bénéficiaire, et actualisés à un taux de 10% (taux d'actualisation social) afin de tenir compte de l'effet de l'inflation et d'autres paramètres socio-économiques.

### Meilleure santé et nutrition

La ration journalière indiquée ci-dessus est spécifiquement conçue pour apporter aux enfants en âge scolaire plusieurs micronutriments essentiels à leur santé et à leur croissance et à réduire les carences qui pourraient affecter leur scolarité.

Le rapport de la Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives dans le monde, *The Learning Generation*, avait déjà identifié l'importance de la santé pour les systèmes éducatifs<sup>16</sup>. L'ouvrage de la Banque Mondiale et du Partenariat Mondial pour l'Éducation, *Optimizing Education Outcomes : High-Return Investments in School Health for Increased Participation and Learning*<sup>17</sup>, illustre nettement ces interactions entre santé et éducation, et souligne la nécessité de mettre en œuvre un paquet essentiel d'interventions de santé pour permettre aux enfants en âge scolaire de suivre une scolarité normale. Les

repas scolaires constituent la majeure partie de ce paquet essentiel.

La ration journalière fournie aux élèves béninois comporte des céréales (riz et maïs), des légumineuses (haricots et pois jaunes), de l'huile fortifiée en vitamine A et D et du sel iodé, permettant un apport nutritionnel important aux élèves.

L'analyse coût-bénéfice s'appuie sur la méthodologie développée par l'Institut pour l'évaluation et les métriques de santé (IHME) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour mesurer le poids de la maladie et des risques sanitaires. Les DALYs (Disability-Adjusted Life Years, ou années de vie ajustées de l'incapacité) permettent d'exprimer le poids d'une ou de plusieurs maladies et risques sanitaires en temps de vie en bonne santé perdu en raison de l'incapacité qu'ils causent. Un DALY peut se définir comme une année de vie en bonne santé perdue en raison d'une maladie, d'une incapacité ou d'une mort précoce (par rapport à l'espérance de vie à la naissance)<sup>18</sup>. L'analyse coût-bénéfice s'appuie sur la base de données publiée régulièrement par l'IHME pour chaque pays, chaque groupe d'âge et chaque maladie, dans le *Global Burden of Disease*<sup>19</sup>.

Les repas scolaires permettent de réduire l'incidence de certaines maladies et risques visés par cette étude, particulièrement lorsque la ration est conçue en vue de réduire les carences nutritionnelles et lorsque la mise en œuvre du programme s'accompagne d'un déparasitage systématique et d'une formation des enfants aux bonnes pratiques en matière d'hygiène (WASH). La table ci-dessous récapitule le nombre de DALYs associés avec ces risques, tel qu'indiqué dans le *Global Burden of Disease*.

<sup>15</sup> *Leveling the Playing Field*, chap. 6.

<sup>16</sup> The Education Commission, 2016. *The Learning Generation*, p. 14.

<sup>17</sup> Bundy, D.A.P., N. de Silva, S. Horton, D.T. Jamison, and G.C. Patton, editors. 2018. *Child and Adolescent Health and Development: Optimizing Health Outcomes. Disease Control Priorities (third edition), Volume 8*. Washington, DC: World Bank.

<sup>18</sup> Plus d'informations sont disponibles à l'adresse : [http://www.who.int/healthinfo/global\\_burden\\_disease/metrics\\_daly/en/](http://www.who.int/healthinfo/global_burden_disease/metrics_daly/en/).

<sup>19</sup>

[http://www.who.int/healthinfo/global\\_burden\\_disease/gbd/en/](http://www.who.int/healthinfo/global_burden_disease/gbd/en/).

## DALYs associés avec des maladies et risques sanitaires et pouvant être réduits par des programmes de repas scolaires, parmi les enfants âgés de 5 à 14 ans au Bénin

	DALYs (filles)	DALYs (garçons)
Carences en fer	0.0120	0.0135
Carences en vitamine A	0.0002	0.0002
Carences en iode	0.0002	0.0001
Risques liés aux mauvaises pratiques d'hygiène	0.0073	0.0087
<b>Total</b>	<b>0,0197</b>	<b>0,0225</b>

*Source : IHME, Global Burden of Disease, 2016.*

La ration journalière indiquée ci-dessus et servie dans les cantines scolaires assure 42% des besoins caloriques journaliers, et notamment : 100% des besoins journaliers en iode, 48% des besoins journaliers en fer et 19% des besoins journaliers en vitamine A (pour un enfant en âge scolaire). L'impact du programme sur les DALYs est proportionnel aux besoins énergétiques couverts par la ration ; il est donc estimé que le programme réduira le poids des DALYs sur la santé des enfants à hauteur de 42%.

La valeur moyenne d'un DALY est considérée, de manière conventionnelle, comme égale à un PIB par capita, soit 789,44 dollars au Bénin en 2016<sup>20</sup>. En effet, la réduction du nombre de jours d'incapacité pour les enfants s'accompagne d'un surcroît de temps disponible pour des activités productives pour leurs parents et leurs communautés.

Par ailleurs, l'effet des cantines scolaires sur la santé des enfants s'accompagne d'une réduction des dépenses de santé correspondant au poids relatif des DALYs mentionnés sur la totalité des DALYs affectant la même population. Au Bénin, les dépenses de santé privées représentent un montant moyen de 22,11 dollars par an et par personne, et les dépenses de santé publiques sont de 21,24 dollars par an et par personne venant s'ajouter aux dépenses privées. Les quatre DALYs mentionnés plus haut représentent 11,31% du nombre total de DALYs

pesant sur la santé des enfants de 5 à 14 ans. Ainsi, le programme de repas scolaire s'accompagnera, en moyenne, d'une réduction des dépenses de santé de 1,32 dollar pour les ménages et de 1,26 dollar pour le système de santé du pays.

Au total, la valeur créée par le programme de repas scolaires en matière de santé – y compris la réduction des DALYs et la réduction des dépenses de santé – représente une valeur de **54,45 dollars** par enfant, générée sur toute la durée du programme.

### Égalité entre les genres

Les inégalités entre filles et garçons en matière d'accès à l'éducation sont particulièrement élevées au Bénin, comme l'indiquent, entre autres, les taux de scolarisation et d'assiduité portant sur le groupe témoin (écoles sans cantines) indiqués ci-dessus. Le programme de repas scolaires, en incitant les parents à envoyer leurs enfants à l'école, devrait théoriquement avoir un effet plus important sur la scolarisation des filles que sur celle des garçons dans la mesure où la majorité des enfants déscolarisés sont des filles.

L'effet escompté se vérifie dans la pratique lorsqu'on considère les taux de scolarisation et d'assiduité dans le groupe test (écoles à cantines), où l'écart entre la scolarisation des

<sup>20</sup> World Bank, World Development Indicators.

garçons et des filles (gender gap) est réduit par rapport au groupe témoin.

Afin de refléter nettement l'effet des repas scolaires sur l'égalité entre les genres, l'analyse des indicateurs d'éducation et de santé a été désagrégé selon le genre des bénéficiaires et réparti en deux ensembles distincts :

- un effet général, constaté pour tous les élèves indifféremment de leur genre
- un effet spécifique à l'un des deux genres, à la double condition que ce genre-ci soit le plus défavorisé en l'absence de repas scolaires (groupe témoin pour les indicateurs d'éducation, DALYs pour les indicateurs de santé) et que l'écart entre les deux genres se soit réduit sous l'effet des repas scolaires (effet plus important pour le groupe le plus défavorisé).

L'effet général a déjà été indiqué dans les sections ci-dessus, tandis que l'effet spécifique, calculé selon la même méthodologie, correspond à une valeur additionnelle moyenne de **77,02 dollars** par enfant.

### Revenus pour l'économie locale

Le programme de repas scolaires s'inscrit en harmonie avec la politique du Gouvernement du Bénin en faveur des achats locaux. En effet, la majorité des denrées utilisées pour la préparation des repas scolaires est fournie par la production agricole béninoise. L'objectif de cette initiative est d'augmenter la productivité du secteur primaire afin d'assurer l'amélioration du revenu des petits producteurs et d'aider à construire leur résilience.

Le programme de repas scolaires constitue ainsi un levier pour encourager cette initiative en stimulant la production agricole locale et nationale. Cet effet positif n'a pas été mesuré dans l'analyse coût-bénéfice, mais s'appuie sur un nombre important de résultats obtenus dans d'autres pays.

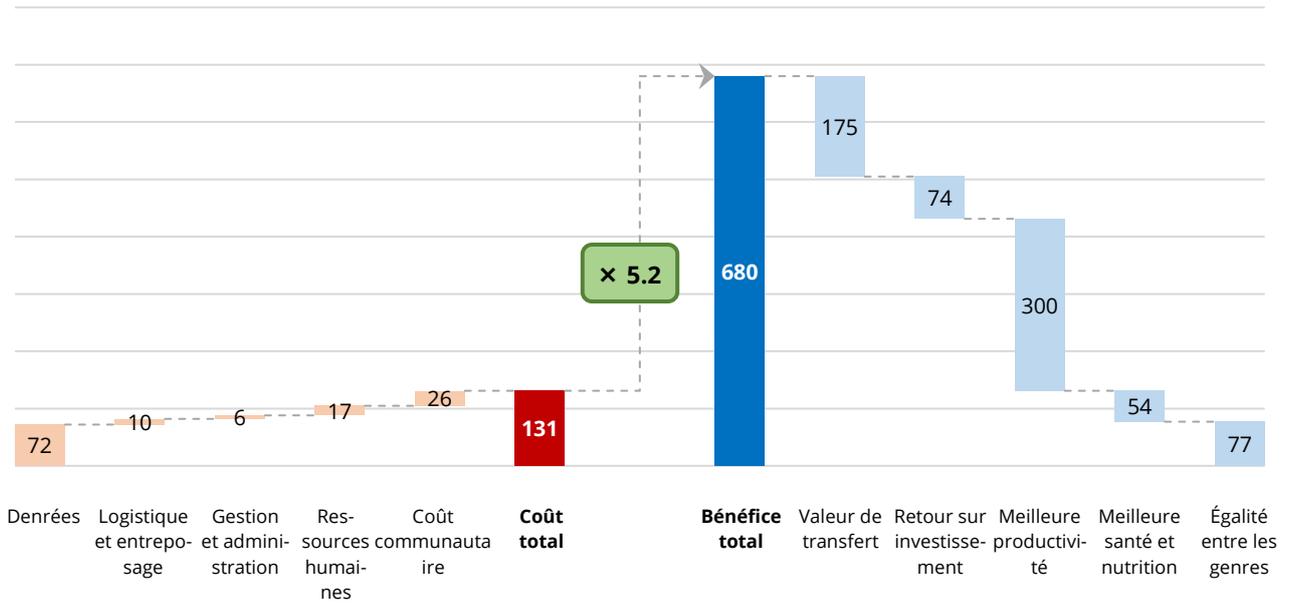
### SYNTHESE DES RESULTATS

Il ressort de l'analyse coût-bénéfice du programme de repas scolaires du Bénin que les cantines scolaires ont un impact particulièrement significatif et positif sur le court terme et sur le plus long terme. La Valeur Actuelle Nette (VAN) du programme, correspondant à la valeur totale créée nette du coût du programme, est estimée à 548,83 dollars par enfant, pour un coût total de 130,75 dollars par enfant sur six années, et un bénéfice de 679,58 dollars par enfant, créée dans le PIB du Bénin au cours de sa durée de vie.

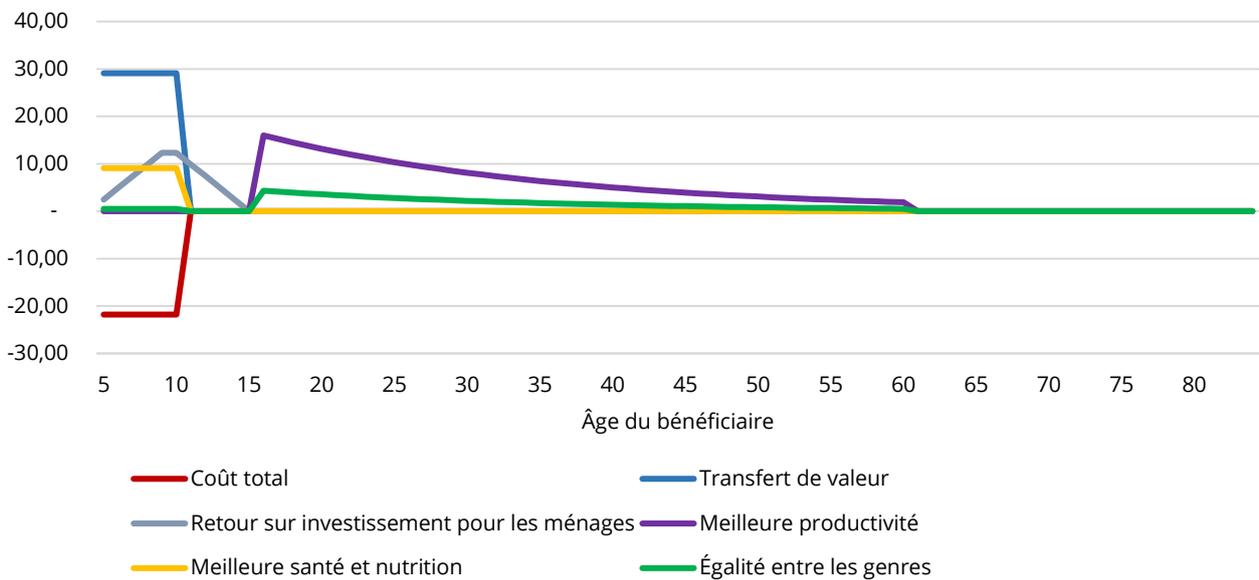
**Chaque dollar investi dans le programme de repas scolaires du Bénin peut générer jusqu'à 5,2 dollars de valeur dans l'économie du pays. Cette valeur est principalement attribuée à l'effet du programme sur la scolarisation, l'égalité entre les genres, et la santé.**

Les graphiques ci-dessous présentent une vue synthétique de l'analyse coût-bénéfice et la manière dont la valeur est créée au long de la durée de vie de l'enfant.

**Figure 5 : Analyse coût-bénéfice (valeur moyenne par enfant, USD)**



**Figure 6 : Flux économiques actualisés (valeur moyenne par enfant, USD)**



# Conclusion

Les repas scolaires sont un investissement dans le capital humain. La présente analyse coût-bénéfice met en évidence le caractère profitable de cet investissement comme un filet de sécurité, comme un programme de soutien à l'éducation et à la santé, et comme un programme pour l'égalité entre les genres, au bénéfice des Béninois sur le court terme et sur le plus long terme.

L'analyse coût-bénéfice met en évidence un **retour économique pouvant aller jusqu'à 5,2 dollars pour chaque dollar investi** dans un programme de repas scolaires au Bénin tel que le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI). Toutefois, bien que la plupart des retombées économiques des programmes de repas scolaires soient pris en compte dans le modèle économique de l'analyse coût-bénéfice, de nombreux effets des programmes de cantines scolaires ne sont pas quantifiables et n'ont pas été pris en compte dans ce modèle économique comme par exemple : la meilleure cohésion sociale, la lutte contre les inégalités, les retombées pour l'économie locale, etc. Ces effets non quantifiables viennent ainsi s'ajouter aux effets économiques analysés dans ce rapport.

L'effet des repas scolaires sur la participation à l'éducation et les performances scolaires est particulièrement significatif, reflétant l'importance du rôle de ces repas pour donner **une éducation de qualité à tous**, et particulièrement pour les ménages à faibles revenus et en insécurité alimentaire.

Lorsqu'ils sont conçus avec un objectif d'amélioration nutritionnelle, les programmes de repas scolaires sont susceptibles d'apporter aux enfants tous les nutriments et l'énergie dont ils ont besoin pour participer aux cours et recevoir l'éducation qui leur est donnée.

Enfin, les achats locaux permettent également de renforcer les interactions positives avec l'économie locale et les retombées pour les petits producteurs, se traduisant par une valeur de transfert accrue et une insécurité alimentaire réduite.

Les programmes de repas scolaires constituent un investissement sur le capital humain et un levier de développement qui contribue à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

# Annexes

## ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

N°	Noms et Prénoms	Institutions
1	HOUNZANGBE ADOTE Sylvie	Présidente de la Cellule Présidentielle de Suivi du Fonctionnement des Etablissements Scolaires et Universitaires (CPSFESU/Présidence)
2	HOUNGBEDJI Brigitte	CPSFESU/Présidence
3	AHO Fructueux	CPSFESU/Présidence
4	MATRO Victor	CPSFESU/Présidence
5	CHABI Kouaro Yves	CPSFESU/Présidence
6	BOGNON André	CPSFESU/Présidence
7	DEGBEY Olga	CPSFESU/Présidence
8	INOUSSA Harissou	CPSFESU/Présidence
9	AVODAGBE Dèwanou	Directeur de Cabinet, Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)
10	MINGNINO Alice	Directeur Adjoint de Cabinet (DAC/MEMP)
11	JOSSE Léon	Conseiller Technique Juridique (CTJ/MEMP)
12	AHOKPOSSI Rock	CT/MEMP
13	AGOSSA Blaise	Directeur de l'Enseignement Primaire (DEP/MEMP)
14	DAGBETO Adèle	Directrice de la Programmation et de la Prospective (DPP/MEMP)
15	TONADO Barthélémy	Conseiller Technique (CT/MEMP)
16	ABATTI Christian Polycarpe	Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP/MEMP)
17	TOSSOU Mathurin	DPP/MEMP
18	TALEHOU Robert	Directeur Administratif et Financier (DAF/MEMP)
19	ASSOGBA Elisabeth	Direction de l'Alimentation Scolaire (DAS/MEMP)
20	KOUKPAKI Estelle	DAS/MEMP
21	FIDEMATIN Vital	DAS/MEMP
22	ADETONA Jean Euloge	Coordonnateur de l'Unité d'Appui Technique et de Suivi Partenariat Mondial pour l'Education (UATS PME)
23	GOUNOU Zimé Kora	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
24	AHAMIDE Armelle	Directrice de Institut National de Statistique et d'Analyse Economique Ministère du Plan et du Développement (INSAE / MPD)
25	DANSOU Sylvestre	INSAE
26	AKPO Samuel Romain	Ministère des Affaires Sociales et de la Micro Finance (MASMF)
27	SIDI IMOROU Souradjou	MASMF
28	GBEHOUTO Bruno	MASMF
29	ADOKO Thierry	DPP/ MASMF
30	KOUKPONOU Edith	MASMF
31	GBONSOU Solange	MASMF

<b>N°</b>	<b>Noms et Prénoms</b>	<b>Institutions</b>
32	YONLONFOUN Irénée	Fédération Nationale des Associations des Parents d'Elèves (FENAPEB)
33	AZON Epiphane	Président de la FENAPEB
34	MARCOS Mouhoutarov	Membre de la FENAPEB
35	GLELE Lozes Carlos	Ecole Primaire Publique Toweta
36	NAGO Mathurin	Lead Convener pour l'Examen Stratégique National "Faim Zéro" Centre Régional de Nutrition et d'Alimentation Appliquées (CERNA)
37	GBESSI Laurent	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
38	SAGBADJA Félicien	United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF)
39	ACCROMBESSY F.	Banque Mondiale
40	KPEGLO Viviane	Chargée de Programme ONG Femme Action pour le Développement Communautaire (FADeC)
41	GUEDOU Régina	Directrice Exécutif de l'ONG FADeC
42	KINHOUE Jonathan	ONG FADeC

## ANNEXE 2 : LISTE DES ECOLES VISITEES

N°	DEPARTEMENTS	COMMUNES	ECOLES VISITEES
1	MONO	BOPA	KPINCON
2			AGBODJI/A
3			AGBODJI/B
4			AGBODJI/C
5			AHOULOUME-BOPA
6		GRAND POPO	ONKOUIHOUÉ/A
7			ONKOUIHOUÉ/B
8			AVLO-PLAGE
9			HEVE
10	PLATEAU	ADJA OUERE	OKE ORE
11			ABADAGO/A
12			ABADAGO/B
13			MASSE/A
14			MASSE/B
15	COLLINES	DASSA	KPEKPEDE
16			TOGON
17			TCHAMISSI
18	ALIBORI	BANIKOARA	FOUNOUGO
19			KANDEROU
20		KANDI	KOUBEGUIA
21			KONGOU
22	ATACORA	BOUKOUMBE	TABOTA CENTRE 2
23			KOUBEGOU
24		PEHUNCO	BAKOURE
25			DAKEBEREO
26	COLLINES	GLAZOUE	TAKOSSI
27			AMANGAVISSA











## Programme Alimentaire Mondial

Ancienne Grande Chancellerie  
Avenue Gouverneur Roume Lot III, zone résidentielle  
Cotonou, Bénin  
T +229 21314892 [wfp.org](http://wfp.org)